

# En marge du sommet de Londres : l'endettement du Tiers-Monde

Giscard nous l'avait annoncé au début de l'année: la crise est finie. Aux dires des bourgeois, la reprise économique aux USA que les spécialistes attendaient en vain depuis 3 ans, est enfin là et elle va faire redémarrer l'économie mondiale.

Cette opinion semble au premier abord confirmée par les faits; la reprise aux USA dépasse même les prévisions les plus optimistes pour atteindre au premier trimestre un rythme annuel d'expansion de plus de 7 %. Les experts de l'OCDE (toujours optimistes il est vrai) révisent en hausse leur prévision de la croissance dans les pays occidentaux: 4 % pour 1984. Le GATT annonce une augmentation de 5 à 6 % du marché mondial cette année. Emporé par l'euphorie le FMI se laisse aller à déclarer que le problème de l'endettement des pays du Tiers-Monde se serait un peu amélioré ces derniers temps. Un accord avait été conclu avec l'Argentine, certes avec quelques difficultés et après beaucoup de suspense: n'a-t-il pas été signé quelques heures à peine avant le 31 mars à minuit, permettant ainsi in extremis aux banques US de classer dans leurs bilans les prêts à l'Argentine comme "performants" et donc de présenter des bilans équilibrés ou positifs? Grâce à un savant montage financier (ce sont les pays déjà surendettés du continent, Mexique, Brésil, Vénézuéla et Colombie qui ont accepté de prêter 300 millions de dollars à l'Argentine sous la pression des USA) le problème argentin paraissait momentanément réglé (c'est-à-dire pour les 3 mois suivants).

Mais il n'est pas besoin d'être très attentif pour percevoir les sinistres craquements de l'économie mondiale et la bien relative euphorie des économistes a brutalement laissé place à l'inquiétude, quand ce n'est pas à la panique.

La progression elle-même de l'économie américaine préoccupe les experts bourgeois. A Wall Street, nous apprend la presse économique US ils se divisent en 2 camps: les optimistes et les pessimistes. Les optimistes espèrent que l'économie va ralentir sans tarder. Le chômage restera élevé, l'inflation modérée, les taux d'intérêt diminueront un peu ou du moins n'augmenteront pas. Cette croissance lente pourrait ainsi se maintenir jusqu'à la fin de l'année et l'an prochain. Les pessimistes, eux, pensent que l'économie US va continuer sa croissance rapide du début de l'année. Le taux de chômage va diminuer jusqu'à 7 % (7,8 % à l'heure actuelle); l'activité économique soutenue va stimuler les luttes ouvrières et les hausses de salaires; l'inflation va augmenter ainsi que les taux d'intérêt. Dès la fin de l'année ou le début de l'an prochain l'économie entrerait en récession. Plus rapide sera la croissance, plus rapide sera le risque qu'elle se transforme en un "boum incontrôlable", et plus dure sera la chute. Rien n'effraie autant nos économistes que les informations sur la bonne marche de l'économie! Peut-on rêver une meilleure condamnation de l'absurdité d'un tel système? La croissance de l'économie américaine produit dans une certaine mesure cet effet "locomotive" tant espéré par les bour-

geois européens; les importations américaines augmentent et donc les exportations des autres pays, stimulant ainsi leurs économies. Reagan s'exclame que, après tout, la meilleure façon de venir en aide aux pays du Tiers-Monde est d'aider à la progression de l'économie US; les pays du Tiers-Monde sont devenus les premiers fournisseurs industriels des USA (28 % du total, soit 45,7 milliards de dollars en 1983). Le déficit commercial américain qui tournera cette année autour de 100 milliards de dollars serait ainsi la preuve tangible du rôle positif des USA pour l'économie mondiale, puisqu'ils achèteront au reste du monde 100 milliards de dollars de plus que ce qu'ils lui vendent.

En réalité ce déficit du commerce extérieur, comme la reprise économique sont financés par des flux de capitaux venus du monde entier et notamment des pays du Tiers-Monde sous la forme du paiement des intérêts de leur dette. La hausse des taux d'intérêts qui en est le corollaire alourdit le service de la dette de ces pays. D'après le FMI une hausse de 1 % du taux d'intérêt augmente la dette de 3,5 milliards de dollars; or ces taux ont augmenté de près de 3 % depuis le début de l'année: un milliard de dollars supplémentaires à payer pour le Brésil, 600 millions pour l'Argentine 300 pour le Mexique, etc. D'autre part, la majeure partie des importations industrielles vient des pays exportateurs d'Asie, et non d'Amérique Latine. En conséquence une nouvelle aggravation des politiques d'austérité, de nouvelles pressions sur le niveau de vie des travailleurs et des masses de ces pays sont à prévoir.

Les opérations de "sauvetage" des pays qui ne peuvent plus payer sont autant d'épisodes fructueux pour les organisations financières et les banques qui y participent. Le FMI y joue le rôle de gendarme qui contrôle et supervise la politique économique du pays dans le but de dégager des ressources; les moyens sont toujours les mêmes: augmenter le degré d'exploitation des travailleurs, s'attaquer aussi aux couches petites-bourgeoises qui avaient pu vivre des miettes de l'exploitation capitaliste à l'époque de la prospérité. Une fois qu'un accord a été atteint avec le FMI, les banques arrivent pour prêter de l'argent frais; mais en raison du "risque" elles le prêtent à un taux d'intérêt supérieur à ceux du marché. On a calculé que ces opérations de rééchelonnement ont rapporté plus de 100 millions de dollars aux neuf premières banques US et ont contribué à leurs profits dans une proportion parfois supérieure à 25 %: en véritable vampire, la finance internationale se nourrit ainsi de la crise d'endettement des pays sous-développés!

Rééchelonnements, moratoires, permettraient de traiter le problème de la dette et d'éviter qu'avec la faillite d'un gros débiteur il entraîne l'écroulement du système bancaire international. Le Brésil et le Mexique n'ont-ils pas été sauvés de la faillite? C'est oublier que le Brésil ou le Mexique ne sont que des malades en sursis; toutes les opérations de rééchelonnement n'ont pour résultat que de repousser les problèmes à plus tard, et en les aggravant. La plupart des prêts viendront à échéance en

86; la dette globale du Tiers-Monde serait alors de l'ordre de 1 000 milliards de dollars: la véritable crise de l'endettement n'est pas derrière nous, elle est encore à venir.

Les économistes bourgeois les plus lucides le reconnaissent mais espèrent que d'ici là l'économie mondiale aura vraiment repris la route de la croissance. Le FMI a établi un "scénario de base" qui permettrait une certaine amélioration de la situation d'ici à 1990, pour cela il suffirait que l'économie mondiale progresse à un rythme soutenu pendant toute la décennie, que les mesures protectionnistes diminuent, que l'austérité dans les pays du Tiers-Monde ne se relâche pas, que les taux d'intérêts baissent, que l'aide et les investissements dans les pays sous-développés se poursuivent.

Malheureusement pour les bourgeois aucune des conditions décrites par le FMI ne semble pour l'heure avoir des chances de se réaliser. Les participants du sommet de Londres n'ont pu accoucher d'aucune mesure nouvelle: les intérêts immédiats de chaque pays capitaliste entrent en contradiction avec les intérêts généraux et à long terme de l'économie mondiale. Les réunions internationales, discrètes (comme la réunion des dirigeants des banques centrales) ou à grand spectacle se succèdent sans aucun résultat en raison des intérêts divergents et donc des divergences dans les "points de vue".

Les banques européennes, peu exposées en Amérique Latine, préconisent des solutions à long terme qui passeraient inévitablement par la renonciation au paiement de certains intérêts; elles ont en outre en mémoire la mauvaise volonté des banques US lors de la crise polonaise (qui, peu enga-



Rien ne peut mieux symboliser l'anarchie capitaliste que les grandes bourses; véritable foire de la folie affairistes des bourgeois.

gées, étaient tentées de bloquer le rééchelonnement) et ne seraient pas mécontentes de rendre la monnaie de la pièce.

Pour les banques américaines, l'essentiel est d'éviter le défaut de paiement d'un pays d'Amérique Latine, car cela entraînerait des graves risques de faillite pour elles.

Les dernières semaines ont démontré la fragilité du système bancaire américain et donc du système mondial. Le krach de la Continental Illinois, 8<sup>e</sup> banque des Etats-Unis, n'a pu être stoppé que par la garantie sans précédent de la réserve fédérale US de se porter garant des dépôts après qu'une première aide de 4,5 milliards de dollars de 16 grandes banques se soit révélée insuffisante et ait été épuisée en 3 jours. Ce krach, déclenché par le retrait massif de capitaux suisses et japonais, était en partie due à des créances douteuses sur l'Amérique Latine, mais surtout à des faillites de grosses sociétés américaines (Penn Square, Nucorp, etc.): l'endettement des pays développés fait courir autant de risques au capitalisme mondial que l'endettement des pays du Tiers-Monde.

La semaine suivante une tempête financière semait la panique dans les bourses de New-York et de Londres après les fortes pertes enregistrées par la 4<sup>e</sup> banque des USA, Manufacturers Hanover dont une grosse partie des bénéfices vient des prêts à l'Angleterre.

Le président de la Banque des règlements internationaux de Zürich dut reconnaître que, contrairement à ce qu'il avait prévu, le problème de l'endettement avait empiré et que "la situation économique et financière mondiale s'était détériorée ces dernières semaines". Depuis les défauts de paiement de la Bolivie, de l'Equateur, de l'Argentine (le suivant pourrait être la Colombie) ont secoué les marchés financiers. Cela n'empêche pas qu'il reste des optimistes; le PDG du Crédit Lyonnais estime que: "il y a des craquements, oui, mais le système ne peut se permettre de craquer et on fera tout pour le sauver". La méthode Coué ne suffira pourtant pas à guérir le capitalisme. Nous ne pouvons prédire si le krach monétaire mondial redouté par certains économistes se produira; mais le cours cahotique de l'économie mondiale, l'âpreté croissante des contradictions et des heurts d'intérêts, l'incapacité manifeste

à régler les problèmes les plus brûlants nous donnent la certitude de nouvelles crises et de nouvelles catastrophes économiques.

Nous n'en attendons pas l'effondrement du capitalisme, parce que le capitalisme ne s'effondrera que sous les coups du prolétariat international; mais nous en attendons la disparition des conditions économiques qui, grâce aux différents systèmes d'amortisseurs sociaux, ont permis d'acheter la paix sociale et la paralysie du prolétariat. La révolution est impossible en période de prospérité économique, disait Marx. Si la crise ne donne pas la clé de la révolution, elle tend du moins à créer le terrain et les conditions matérielles de la lutte révolutionnaire. Aux communistes d'en tirer les leçons...

## Lettre du Vénézuéla: rompre avec le pacte social

Le récent sommet de Cartagène (Colombie) qui s'est terminé le 24 juin, après les alarmes au sujet du système monétaire international causées par les quasi-faillites de grandes banques américaines a jeté une lumière crue sur le problème de la dette des pays du Tiers-Monde et en premier lieu des pays sud-américains. Cependant, le sommet de Cartagène n'a pas débouché, comme le laissaient craindre les journalistes de la presse à sensation, sur un cartel des pays débiteurs qui auraient refusé de payer leur dette, au risque de plonger l'économie mondiale dans le chaos.

Nous ne sommes plus en 1870 à rappeler le ministre colombien, à l'époque où l'Italie envoyait ses navires de guerre pour contraindre la Colombie à payer ses dettes (ou en 1902 où l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne faisaient de même vis-à-vis du Vénézuéla, etc.); mais il a oublié de dire qu'en 1984 la puissance de la finance internationale et de l'impérialisme mondial est incomparablement plus forte qu'il y a 100 ans et que l'économie des différents pays de la planète a atteint un degré d'interdépendance inconnu jusqu'ici. Le sommet ne pouvait donc pas se conclure sur une rupture avec le système financier international, qui aurait signifié en fait une rup-

ture avec le marché mondial - ce que seule une révolution prolétarienne sera capable de faire, à l'instar de la révolution d'octobre annulant toutes les dettes contractées par la Russie tsariste - mais il a été l'occasion pour les Etats bourgeois sud-américains de lancer un nouvel SOS à l'impérialisme et de tenter de le fléchir en démontrant leur incapacité croissante à remplir leurs engagements, et les menaces grandissantes de déstabilisation de l'ordre établi que fait peser la poursuite des politiques économiques actuelles. Un dirigeant de la banque centrale du Vénézuéla, Felipe Pazos, déclarait le 28 mai à l'hebdomadaire économique américain "Business Week": "si 53 personnes sont mortes dans les émeutes de la République Dominicaine, il pourrait bien y en avoir 53 000 si les mexicains se rappellent qu'ils sont un peuple avec une histoire de rébellions. Et si cela arrive, le capitalisme en Amérique Latine entrera en enfer".

Nous reviendrons sur la situation en Amérique Latine et en Amérique Centrale placée sous le signe de la maturation d'une vague sociale aux traits nettement plus prolétariens que les vagues précédentes, et dont les premiers effets se couent tout le continent. Nous reproduisons

pour l'instant un article de nos camarades de Espartaco à propos d'une des premières manifestations d'opposition au nouveau gouvernement vénézuélien.

La démocratie vénézuélienne, marquée par l'alternance régulière au pouvoir du Copei ("social-chrétien") et de l'Action Démocratique (AD, "social-démocrate"), lubrifiée par les substantielles bénéfices de la rente pétrolière, est aujourd'hui soumise à un défi redoutable en raison de la disparition de cette rente (qui assurait 95 % des exportations) et de la montée de l'endette-

ment. Le nouveau président, membre de l'AD, Lusinchi, est arrivé au pouvoir avec la promesse de réaliser, après la démocratie politique, la "démocratie sociale" en proposant un "pacte social", concocté par les bonzes de la CTV (1), et avec l'appui de la Fedecamaras (le CNPF du Vénézuéla), qui est un mélange de mesures d'accords avec le patronat sur les salaires et les prix, de propositions utopiques d'un "système économique de coopération", et de mesures de réforme fiscale visant à moderniser le capitalisme vénézuélien.

### TRACT DES CAMARADES DE ESPARTACO.

Il ne s'est pas passé deux mois avant que les espoirs et les illusions dans le gouvernement Lusinchi s'effondrent comme un château de cartes. La violence de l'ensemble des mesures économiques a mis à nu la profondeur de la crise économique qui ne frappe pas seulement le Vénézuéla, mais tout le monde capitaliste, qu'on l'appelle occidental et démocratique ou oriental et "socialiste" et autoritaire.

Sur toute la planète les classes dominantes lancent un seul appel aux sans-réserves et aux affamés: austérité! sacrifices! production!

Lusinchi, ou Caldera (ou, pourquoi pas? les "socialistes", éventuellement à la mode dans des pays comme l'Espagne, la France, l'Italie ou la Grèce) ne pouvait pas sortir une autre recette de son sac. Pour

(Suite en page 16)